

CHAPITRE PREMIER

LA NAISSANCE D'UN ÉTAT MODERNE : LE CAS DE L'ESPAGNE (MILIEU DU XV^e SIÈCLE - DÉBUT DU XVI^e SIÈCLE)

L'Espagne du XVI^e siècle est un grand État moderne, dont les fondements remontent à la période antérieure, celle durant laquelle régnèrent les Rois Catholiques, Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon. Une intensification des mariages interdynastiques, la mise en place d'une énergique politique unificatrice, le développement d'un puissant appareil d'État et la volonté d'assurer l'ordre public, tels sont les principaux éléments qui permirent à différents royaumes de la péninsule Ibérique d'établir entre eux des liens très forts au cours de la seconde moitié du XV^e siècle, donnant ainsi naissance à l'Espagne moderne. À ces éléments, il convient d'ajouter diverses données qui consolidèrent le nouvel ensemble ainsi constitué : la fin de la Reconquête, avec la prise de Grenade en 1492, l'explosion culturelle avec, entre autres choses, la naissance d'une littérature et d'une musique « nationales » et, enfin, une expansion considérable avec l'ouverture coloniale sur le Nouveau Monde. C'est l'étude de ces principaux aspects de la naissance de l'Espagne moderne qui fait l'objet des lignes qui suivent.

L'UNION DE LA CASTILLE ET DE L'ARAGON

Au milieu du XV^e siècle, la péninsule Ibérique comptait cinq États indépendants : la Navarre, le Portugal, la Castille, la Confédération aragonaise (désignée plus simplement par le terme « Aragon », elle était constituée par l'Aragon proprement dit, la Catalogne, le royaume de Valence

et plusieurs possessions outre-mer : Baléares, Sardaigne et Sicile) et l'émirat de Grenade, dernier vestige de la puissance musulmane.

Par les hasards des successions et par le résultat de mariages interdynamiques, les couronnes de Castille et d'Aragon n'allaient pas tarder à se voir réunies sous l'égide de ceux à qui le pape Alexandre VI accordera en 1496 le titre de Rois Catholiques¹ : Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon. La chute de l'émirat de Grenade, en 1492, compléta ce nouvel ensemble territorial.

Isabelle de Castille, qui avait épousé en 1469 le prince Ferdinand d'Aragon, héritier du roi Jean II d'Aragon, était la demi-sœur du roi Henri IV de Castille. À la mort de ce dernier, le 12 décembre 1474, un très grave problème pour la succession au trône de Castille se posa. En effet, l'ordre de succession mettait la fille du roi défunt, l'infante Jeanne, en première ligne, devant Isabelle. Or, Jeanne était réputée illégitime, puisqu'on pensait qu'elle était la fille d'un favori du roi, don Beltrán de la Cueva, qui passait pour être l'amant de la reine ; cette idée était si répandue que Jeanne avait même été surnommée la *Beltraneja*. En outre, Henri IV était censé ne pas pouvoir avoir de descendance, car on le disait impuissant. Face à une grande partie de la noblesse castillane, qui disposait alors d'un pouvoir étendu, le roi s'était même vu contraint de déshériter à deux reprises l'infante Jeanne, sans jamais pour autant la déclarer illégitime. Le lendemain même du décès de son demi-frère, Isabelle, alors à Ségovie, se fit proclamer reine de Castille, ce qui entraîna de sérieuses divisions dans le pays. Ainsi, certaines familles très puissantes comme les Mendoza, les Enríquez ou les Pimentel se rallièrent à Isabelle, tandis que d'autres, tout aussi influentes, comme les Villena ou les Pacheco, prirent parti pour l'infante Jeanne. La noblesse castillane d'alors, forte, ambitieuse et décidée, participait donc pleinement à cette grave crise de succession.

De plus, les troupes portugaises envahirent au printemps 1475 une partie de la Castille, afin de défendre les droits à la Couronne de Jeanne. En effet, celle-ci avait épousé peu de temps auparavant son propre oncle, Alphonse V, roi du Portugal, qui la soutenait désormais dans ses prétentions au trône de Castille. Les troubles durèrent longtemps et ce n'est qu'en septembre 1479 que le traité d'Alcaçovas mit un terme aux hostilités de cette guerre de succession : en échange de certaines concessions de la part de la Castille – qui s'engageait, notamment, à ne pas gêner l'expansion portugaise le long des côtes d'Afrique –, le Portugal reconnut Isabelle comme reine de Castille et renonça à toute prétention dynastique.

¹ De très nombreux auteurs datent par erreur de 1494, au lieu de décembre 1496, la bulle papale *Si convenit*, qui attribua à Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon le titre de Rois Catholiques.

Enfin, en cette même année 1479, Ferdinand hérita de la couronne d'Aragon. Grâce à son union matrimoniale avec Isabelle, rien ne pouvait s'opposer à un rapprochement entre l'Aragon et la Castille. Toutefois, ce rapprochement entre ces deux territoires ne se faisait pas sur un pied d'égalité : la Castille, dont les structures étaient proches de celles d'un État moderne, supplantait largement l'Aragon dans de nombreux domaines. On estime, par exemple, que la Couronne de Castille devait compter, en cette fin de XV^e siècle, quatre millions et demi d'habitants, contre environ un million et demi seulement pour l'Aragon. À ce poids démographique castillan, gage d'une prospérité certaine, s'ajoutait l'existence, à une très grande échelle, d'un élevage transhumant de moutons de race *merina*² dont la laine, très prisée, vendue sur le territoire national mais aussi et surtout à l'étranger, était source de revenus très importants. Le grand dynamisme économique de la Castille était aussi très visible au niveau de villes telles que Burgos, Séville, Medina del Campo, etc., qui connaissaient une activité commerciale intense. En revanche, l'Aragon, bien moins prospère, venait de subir un déclin qui avait particulièrement affecté l'une de ses régions les plus entreprenantes, la Catalogne³. Les spécialistes s'accordent donc à penser que si l'Espagne proprement dite n'avait pas alors d'existence officielle, il est en revanche admis que l'on peut parler des « Espagnes », c'est-à-dire d'une monarchie catholique hispanique dans laquelle la Castille occupait une place de choix. En effet, il était logique que cette Castille, qui en de nombreux domaines était à l'avant-garde, fût devenue le centre de gravité du nouvel ensemble créé par l'union d'Isabelle et de Ferdinand. Ce lien personnel entre les souverains de deux immenses États de la péninsule Ibérique constitua l'une des étapes essentielles du processus qui conduisit à l'unité nationale espagnole. Pourtant, répétons-le, il n'était guère encore concevable, à l'époque, de parler d'unification, car de profondes différences continuaient à exister entre Aragon et Castille. Ainsi, chacun de ces États conserva ses institutions, ses lois, sa monnaie, ses frontières – une ligne de douanes demeura entre eux –, ses fonctionnaires, ses coutumes et ses usages. Disons que les pays de la Couronne d'Aragon et ceux de la Couronne de Castille se trouvèrent alors simplement associés grâce à l'union personnelle de leur souverain respectif. L'union fut, certes, surtout morale, mais n'oublions pas que tout au long de leur règne, Ferdinand et Isabelle s'efforcèrent, avec une détermination et une énergie peu communes, de donner une cohésion à cet ensemble de territoires, de le réorganiser et de lui rendre l'autorité et le prestige qui lui faisaient si cruellement défaut depuis que, à la fin du XIV^e

² Les moutons de race *merina* (ou moutons mérinos) étaient des animaux à laine très fine. Ils étaient issus de croisements entre des moutons originaires de la péninsule Ibérique et des moutons d'Afrique du Nord.

³ Pierre Vilar, *La Catalogne dans l'Espagne moderne*, t. I, Paris, Flammarion, coll. « Science », 1975.

siècle, de vastes portions du patrimoine royal ainsi qu'une grande partie des revenus de l'État avaient été concédées par des souverains trop faibles à une noblesse ambitieuse, solide et riche, qui avait alors pris une très grande importance.

LE RENFORCEMENT DE L'ÉTAT

Au cours de leur règne, les Rois Catholiques tentèrent de restaurer la puissance de l'État et de renforcer son prestige. C'est dans cette perspective qu'ils durent œuvrer pour mettre à l'écart de la vie politique une haute noblesse trop entreprenante et trop avide de pouvoir, pour contrôler plus strictement le clergé, dont la puissance les inquiétait, pour mettre au pas les Cortès et, enfin, pour instaurer un véritable ordre public.

Une haute noblesse mise à l'écart de la vie politique

Avant le règne des Rois Catholiques, la Castille et l'Aragon étaient des États semi-féodaux ; les souverains qui les gouvernaient s'étaient dessaisis, au profit de grands seigneurs très ambitieux, d'une grande partie de leur autorité et de leurs revenus. Les premières mesures que prirent Isabelle et Ferdinand après leur avènement visaient à mettre à l'écart cette haute noblesse castillane. Ainsi, le Conseil royal (*Consejo real*), qui était le conseil privé des souverains dans lequel siégeaient de grands noms de l'aristocratie, vit son organisation et son fonctionnement transformés : il devint l'organe suprême du gouvernement et, si les membres de la haute noblesse y avaient toujours leur place, ils ne s'y trouvaient désormais plus qu'à titre d'observateurs. En effet, contrairement à ce qui était en usage auparavant, ils ne disposèrent plus que d'une voix consultative, et non délibérative (*voz sin voto*), ce qui signifiait que tout pouvoir réel leur était retiré. Outre cette privation du droit de vote au Conseil royal, la haute noblesse avait aussi perdu, dans d'autres domaines, une grande partie de son influence politique. Ainsi, les Rois Catholiques, qui se méfiaient des grands seigneurs, réorganisèrent l'administration des villes les plus importantes, en plaçant systématiquement à leur tête des *corregidores* issus des couches moyennes de la société. Ces représentants du gouvernement, qui étaient investis de pouvoirs judiciaires, administratifs et politiques très étendus, se distinguèrent par leur compétence, leur honnêteté et leur dévouement vis-à-vis de la Couronne. C'est dans le même esprit de mise à l'écart de la haute noblesse que les Rois Catholiques s'étaient progressivement adjugé les grandes-maîtrises des ordres militaires castillans (Saint-Jacques, Calatrava et Alcántara), au fur et à mesure qu'elle se libéraient, ce qui permit d'éviter que ces dignités, qui conféraient honneur, prestige, fortune, puissance et autorité à leurs titulaires, ne soient abandonnées à des membres de l'aristocratie. Ces

derniers, désormais dépossédés de leur influence et de leurs prérogatives politiques, durent se contenter de commandements militaires ou d'ambassades.

Un clergé contrôlé

Durant une grande partie du xv^e siècle, les hauts dignitaires de l'Église avaient fait montre des mêmes ambitions et de la même volonté de puissance que les membres de l'aristocratie, dont ils étaient d'ailleurs souvent issus. Agissant avec le haut clergé comme ils l'avaient fait avec la haute noblesse, les Rois Catholiques s'efforcèrent de mieux contrôler la puissance de ces hommes d'Église. Tout d'abord, les souverains espagnols parvinrent à obtenir du pape un droit de regard sur la désignation des évêques : désormais, les évêques d'Espagne furent désignés avec l'accord préalable de Ferdinand et d'Isabelle. D'autres changements eurent aussi lieu. Ainsi, Ferdinand et Isabelle exclurent les étrangers des bénéfices ecclésiastiques, tant pour des raisons de sécurité – les évêques disposaient souvent de places fortes et pouvaient représenter un réel danger pour la Couronne – que pour des motifs financiers – il fallait éviter que des évêques étrangers puissent transférer hors d'Espagne des fonds importants. On assista aussi à la nomination d'évêques aux origines sociales beaucoup plus modestes que celles de leurs prédécesseurs. Par ces nominations, les Rois Catholiques s'assuraient la reconnaissance, la fidélité et la loyauté de ces nouveaux prélats, tout en évitant que ces fonctions importantes reviennent systématiquement à des candidats issus de la haute noblesse. Enfin, à ces mesures qui concernaient les plus hauts degrés de la hiérarchie ecclésiastique, s'ajoutèrent une nette moralisation de l'ensemble du clergé, ainsi qu'une élévation très sensible de son niveau intellectuel. Ainsi réorganisé, le clergé, qui conserva une richesse foncière et économique considérable, fut l'allié idéal de la monarchie.

L'instrumentalisation des Cortès de Castille

Les Cortès étaient des assemblées dont le rôle consistait à assurer la représentativité du royaume auprès des Rois Catholiques, puisque des membres issus des trois ordres de la société (noblesse, clergé et délégués de certaines villes) devaient en principe y siéger. Les Cortès n'étaient réunies qu'à la demande des souverains, et ce pour voter les *servicios* (impôts directs payés par tous les roturiers), pour élaborer les règlements et modalités de l'*alcabala* (principal impôt du royaume, portant sur la plupart des transactions) et, enfin, dans certaines circonstances exceptionnelles, pour reconnaître l'héritier du trône ou prêter serment à un nouveau roi. Le rôle législatif des Cortès était important, puisqu'elles étaient habilitées à présenter au gouvernement royal des pétitions qui donnèrent très souvent lieu à des textes de loi (ordonnances, cédules, etc.). Mais le rôle primordial

des Cortès était, comme on l'a dit, leur rôle fiscal (vote du *servicio*, établissement de l'*alcabala*). Estimant ne pas avoir de devoir fiscal, puisque dispensés du paiement du *servicio*, la noblesse et le clergé se désintéressèrent de ces assemblées et négligèrent d'y siéger, au point que les Cortès de Castille finirent par apparaître comme étant la représentation des seules villes (ou, plus exactement, de certaines villes disposant du privilège d'y envoyer des représentants⁴). Les Rois Catholiques surent parfaitement profiter de cette désaffection des classes privilégiées : désireux de parvenir, comme on l'a vu, à l'effacement politique de la haute noblesse, ils s'appuyèrent beaucoup sur les Cortès pour leur faire entériner les grandes lignes de leur politique de renforcement et de réorganisation de l'État. Mais une fois leur autorité bien assise, ne souhaitant pas non plus partager leur pouvoir avec ces assemblées, Isabelle et Ferdinand firent en sorte de leur ôter une très grande partie de leur pouvoir. Pour ce faire, ils ne convoquèrent que très peu les Cortès, hormis lorsque la situation l'exigeait vraiment, c'est-à-dire lorsque le vote d'impôts nouveaux s'avérait nécessaire ou que la succession au trône devait être préparée : au cours de leur règne, les Rois Catholiques ne réunirent les Cortès de Castille qu'à cinq reprises (1476, 1479-1480, 1489, 1499 et 1502). Dès lors, les Cortès n'eurent plus vraiment les moyens de s'opposer sérieusement aux souverains espagnols.

Un ordre public rétabli

Le renforcement de l'État, obtenu par la mise à l'écart de la noblesse, le contrôle très strict du clergé et l'affaiblissement des Cortès, ne pouvait être total qu'avec le rétablissement d'un ordre public. Ce fut chose faite lorsque, le 19 avril 1476, les Rois Catholiques fondèrent une gendarmerie rurale, la Santa Hermandad, dont le rôle était de lutter contre le banditisme et le brigandage, contre les crimes et contre tous les désordres susceptibles de se produire dans le royaume. Désormais, chaque commune de plus de quarante feux (environ deux cents habitants) était tenue de lever un impôt spécial afin d'entretenir deux juges (les *alcaldes de Hermandad*), ainsi qu'une brigade rurale (la *cuadrilla*) très efficace et très redoutée. Ce dispositif, vite étendu à tout le royaume, fut complété par diverses mesures : création de groupes mobiles (les *capitanías*), qui s'ajoutèrent aux brigades locales fixes que constituaient les *cuadrillas*, désignation d'un conseil supérieur, d'un commandant en chef de la Santa Hermandad, attribution d'un budget de fonctionnement. Bien que considérée comme une institution temporaire, la Santa Hermandad, organisme à la fois policier et judiciaire, perdura sous sa forme d'origine jusqu'en 1498, date à laquelle, par mesure

⁴ Traditionnellement, dix-sept villes envoyaient des représentants aux Cortès : Burgos, Soria, Ségovie, Avila, Valladolid, León, Salamanque, Zamora, Toro, Tolède, Cuenca, Guadalajara, Madrid, Séville, Cordoue, Jaén et Murcie. À partir de 1492, s'ajouta la ville de Grenade.

d'économie, on ne conserva plus qu'au plan local les *cuadrillas*, qui continuèrent à exercer leur mission de répression du banditisme et de divers crimes dans les campagnes.

LE DÉVELOPPEMENT D'UN APPAREIL D'ÉTAT

L'État des Rois Catholiques nous apparaît comme un « État moderne », dans le sens où il se dota des instruments qui lui étaient nécessaires pour fonctionner efficacement et pour affermir son autorité. Ces instruments, qui contribuèrent à structurer un appareil d'État renforcé, étaient au nombre de trois : la création d'un nouveau personnel administratif, la mise en place de finances restaurées et bien organisées, la constitution d'une armée moderne et performante.

Un nouveau personnel administratif

La haute noblesse, qui jusqu'alors avait participé au fonctionnement de l'État, ayant été mise à l'écart des affaires publiques, il devenait indispensable à la monarchie hispanique de faire appel à un nouveau personnel administratif. Ce personnel, très compétent, fut mis en place par les Rois Catholiques dès la fin du XV^e siècle. Il s'agissait de spécialistes des affaires de l'État qui étaient issus essentiellement de deux milieux sociaux : celui des *letrados* (juristes roturiers ou issus de la petite noblesse, sortis des *Colegios mayores*⁵ et des grandes universités que comptait déjà l'Espagne) et celui des *caballeros* (c'est-à-dire de la moyenne noblesse). Ce nouveau personnel, qui fit preuve d'une très grande efficacité, se recrutait donc parmi les « classes moyennes » de la société espagnole. Un tel recrutement était tout à fait conforme aux orientations politiques des Rois Catholiques, qui se méfiaient de la haute noblesse.

Des finances restaurées

La mise en place d'un nouveau personnel au service de l'État s'accompagna d'autres mesures qui permirent à l'Espagne de se doter d'un appareil d'État complet. Ainsi, les finances de la Monarchie, qui avaient été fort ébranlées au cours des règnes des prédécesseurs des Rois Catholiques, furent assainies et reconstituées. Les souverains durent s'opposer maintes fois à des privilèges accordés des dizaines d'années auparavant à la haute noblesse, car ceux-ci privaient l'État d'une grande partie de ses revenus.

⁵ On désigne par cette appellation des institutions qui, durant tout l'Ancien Régime, formèrent des étudiants et leur donnèrent la possibilité, de par le niveau et la qualité des enseignements dispensés, d'obtenir de hautes charges, tant dans l'Église que dans l'administration. Datant, pour les plus anciens d'entre eux, du début de XV^e siècle, l'Espagne finit par compter six *Colegios mayores* (Salamanque, Valladolid, Alcalá de Henares...).

L'aristocratie, qui avait su exploiter la faiblesse des souverains précédents, n'était plus en mesure de s'opposer à ces attaques du pouvoir royal et dut se résoudre à perdre un grand nombre des avantages qu'elle avait acquis. L'État recouvra alors des revenus, des terres et des impôts qui étaient autrefois tombés entre les mains de la grande aristocratie. C'était donc sur des finances restaurées et saines que les Rois Catholiques purent désormais compter, d'autant plus que, dès le début du XVI^e siècle, les richesses du Nouveau Monde commencèrent à parvenir en Espagne.

Une armée moderne

Grâce à ces finances reconstituées, l'Espagne put se doter d'une armée d'un type résolument moderne. Alors qu'à l'époque féodale l'armée reposait sur la réunion, à la demande du souverain, d'hommes d'armes fournis par ses vassaux, conformément au devoir d'ost, de profondes modifications survinrent à l'époque des Rois Catholiques. Ces derniers firent disparaître l'ancienne armée féodale, au profit d'une armée moderne, composée de mercenaires directement rétribués par le Trésor public. Cette armée, désormais permanente, était constituée d'unités hétérogènes regroupant l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie. Ces unités, nommées *coronelías*, comportaient un grand nombre de fantassins et de cavaliers (de deux cent cinquante à trois cents hommes, soit quatre compagnies) et étaient appuyées par de puissantes pièces d'artillerie. De fait, l'armement et les techniques militaires ont aussi évolué : l'artillerie mit fin à la suprématie des châteaux forts, les mousquets et les arquebuses rendirent inefficaces les armures, l'infanterie prit rapidement le pas sur la cavalerie. Une telle armée allait assurer aux Rois Catholiques et à leurs successeurs une suprématie qui fut le gage, de nombreuses années durant, de la prépondérance espagnole en Europe⁶.

UNE VOLONTÉ D'UNIFICATION RELIGIEUSE

Les Rois Catholiques s'efforcèrent, tout au long de leur règne, de donner une unité religieuse à leur pays, car elle leur paraissait garante d'une certaine unité nationale : pour eux, cette cohésion ne pouvait reposer que sur

⁶ Ces réformes furent complétées en 1536, sous le règne de Charles Quint, par l'apparition des *tercios*, unités nouvelles regroupant douze à quinze compagnies, qui se substituèrent aux *coronelías* et dont l'efficacité fut plus grande encore. En effet, les *tercios* disposaient d'une grande puissance de feu pour l'époque, avec, à l'origine, un arquebusier pour deux piquiers. Ces troupes, à la tête desquelles se trouvait un *maestre de campo*, étaient solidement encadrées par une hiérarchie composée de colonels, de capitaines, de lieutenants. Elles comptaient aussi un sergent major, un tambour major, un aumônier, un chirurgien un médecin, un fourrier, etc.

l'unité de la foi. La présence de minorités religieuses (juifs et musulmans) sur leurs terres posait donc un problème, mais il allait toutefois bien au-delà des questions purement confessionnelles. Ces minorités, qui occupaient parfois une place importante dans la société – songeons à la réussite sociale de certains juifs, exerçant les métiers de médecin, astrologue, marchand, collecteur d'impôts, et vivant dans l'opulence –, pouvaient représenter un danger pour la communauté chrétienne. Pour les Rois Catholiques, faire vivre ensemble des chrétiens, des juifs et des musulmans constituait un réel problème politique. C'est pourquoi les souverains mirent au point des mesures de conversion ou d'expulsion de ces minorités et créèrent une Inquisition, tribunal de sinistre réputation destiné à défendre la foi catholique et à lutter contre toutes les hérésies. Les mesures prises, souvent brutales, ne furent guère favorables à l'Espagne : les Rois Catholiques léguèrent à leurs successeurs un pays vidé d'une grande partie de ses forces vives et dans lequel des tensions religieuses importantes allaient subsister tout au long des XVI^e et XVII^e siècles. C'est dans ce domaine que l'action d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon fut la plus discutable.

LE TEMPS DE L'EXPANSION

À la fin du XV^e siècle, l'Europe connut une croissance démographique sensible. Cette croissance, comme partout ailleurs, se manifesta en Espagne et s'accompagna d'un vif désir d'extension, d'expansion et de développement, ce qui contribua à favoriser le « réveil » du pays en divers domaines.

L'Espagne des Rois Catholiques, grâce à d'habiles tractations diplomatiques, s'était assuré, par des mariages interdynamiques, l'alliance du Portugal et des Habsbourg. Ainsi, dès 1490, Isabelle, fille aînée des Rois Catholiques, avait épousé le prince Alphonse du Portugal, puis, une fois veuve, s'était remariée avec son beau-frère, le roi Manuel I^{er} du Portugal. De même, en 1495, Jeanne, fille cadette d'Isabelle et Ferdinand, épousa l'archiduc Philippe le Beau, fils de l'empereur Maximilien de Habsbourg et de Marie de Bourgogne. Ces alliances, dues au « réveil » diplomatique du pays, étaient la manifestation d'une volonté d'expansion et allaient avoir une importance capitale pour l'avenir de la péninsule.

En outre, la reconquête des territoires que possédaient encore les Maures s'étant achevée avec la prise de Grenade le 2 janvier 1492, l'Espagne, qui n'avait plus à lutter contre ceux qu'elle considérait comme des ennemis de l'intérieur, put se tourner vers d'autres objectifs militaires. En cette fin du XV^e siècle, il y avait rivalité de deux offensives vers la Méditerranée : celle des Français et celle des Aragonais. Ces derniers, en total accord avec la Castille, luttèrent de 1501 à 1504 et s'emparèrent du

royaume de Naples, que les Français avaient conquis en 1494 : la supériorité des troupes espagnoles fut ainsi démontrée de façon éclatante.

De plus, la rétrocession à l'Espagne, en 1493, par Charles VIII, du Roussillon et de la Cerdagne (territoires sur lesquels la France avait établi son autorité depuis 1463) montra clairement que le pays des Rois Catholiques était devenu une puissance européenne de premier ordre.

Enfin, les Espagnols participèrent activement aux grands voyages d'exploration qui prolongeaient la dynamique de la Reconquête ainsi que l'esprit de croisade. Ce fut dans ce contexte favorable que Christophe Colomb, dont le projet n'avait pas convaincu les Portugais, s'adressa directement à Isabelle de Castille. Celle-ci, en avril 1492, accepta de financer l'expédition du marin génois et lui donna la garantie de la Couronne. Christophe Colomb parvint en Amérique en octobre 1492. Dès juin 1493, l'Espagne obtint du pape Alexandre VI la bulle *Inter coetera*, qui lui attribua toutes les terres à découvrir à cent lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert. Mais cette bulle, trop favorable à l'Espagne, fut rectifiée par le traité de Tordesillas, signé par l'Espagne et le Portugal le 7 juin 1494 : ce traité repoussait à trois cent soixante-dix lieues à l'ouest la ligne précédemment fixée par le pape pour séparer leurs colonies. C'est ce qui explique que le Brésil revint au Portugal.

L'EXPLOSION CULTURELLE

Les grandes découvertes territoriales et le phénomène d'expansion que nous venons d'exposer ne pouvaient que favoriser le mouvement des idées : dès la fin du XV^e siècle, du fait de ce contexte particulièrement favorable, l'Espagne était devenue un pays ouvert à toutes les influences nouvelles. L'humanisme et le phénomène de renouveau socioculturel appelé « Renaissance » s'y développèrent alors assez librement.

L'humanisme se manifestait par une intensification de l'étude du latin, par la création ou le développement d'universités, ainsi que par un intérêt croissant témoigné à la langue castillane. C'est ainsi qu'en 1492 parut la première grammaire du castillan, intitulée *Gramatica castellana*, due à la plume d'un grand érudit de l'époque, Antonio de Nebrija : ce texte donna alors à l'espagnol des bases grammaticales fixes et en fit une langue de culture apte à rivaliser avec le latin. La Renaissance se caractérisait par l'intense développement des lettres et des arts. C'est à cette époque que de grandes compositions en vers d'un genre spécifiquement espagnol, les *romances*, furent recueillies dans des ouvrages imprimés appelés *romanceros*. En 1499, parut *La Celestina*, texte littéraire au genre mal défini, proche à la fois du théâtre et du roman, qui remporta un succès considérable ; il s'agissait de la première œuvre typiquement espagnole,

faisant partie d'une littérature nationale naissante et qui constitue encore de nos jours l'un des « sommets » de l'histoire littéraire de l'Espagne. Dès lors, les lettres se firent de plus en plus le reflet d'une unité nationale en pleine réalisation. En 1508, l'*Amadís de Gaula*, le roman de chevalerie par excellence, fut publié à Saragosse et connut une diffusion étonnante dans toute l'Espagne : ce succès littéraire fut maintes fois réédité et servit de modèle à tous les romans de chevalerie, qui s'en inspirèrent largement.

L'Espagne des Rois Catholiques, quoique intolérante au plan religieux (expulsion des juifs, conversions forcées, création d'une Inquisition), sut paradoxalement faire preuve d'une incroyable ouverture culturelle. L'art architectural fit des progrès immenses – songeons au style plateresque qui s'illustra magnifiquement à Salamanque et à Grenade –, tandis que la musique espagnole, tant dans le domaine sacré que dans le domaine profane, se dota de traits hispaniques que l'on ne retrouve nulle part ailleurs.

Au cours de leur règne, les Rois Catholiques s'étaient donc efforcés de réorganiser leur royaume : celui-ci était devenu un véritable État moderne, fort et autonome par rapport à son clergé et à ses Cortès, uni politiquement, idéologiquement et surtout religieusement, et connaissant une expansion dans les domaines diplomatique, territorial, militaire et culturel. Le règne d'Isabelle et de Ferdinand a donc été perçu par de nombreux commentateurs et historiens comme un temps fort de l'histoire de l'Espagne. Pourtant, malgré l'impact considérable qu'a eu ce règne sur les mentalités, il convient de se demander si la part prise par les Rois Catholiques dans ces changements fut aussi importante qu'on le croit et si leur action n'a pas été intentionnellement amplifiée.

L'IMPACT DU RÈGNE DES ROIS CATHOLIQUES

Si l'on considère les rapides changements qui se produisirent après l'avènement des Rois Catholiques, il est indéniable que leur règne apparaît comme décisif pour l'histoire de l'Espagne. Néanmoins, tous les spécialistes s'accordent aujourd'hui pour dire qu'il y a eu un excès de louanges et qu'il est nécessaire de nuancer certains récits biographiques concernant ces souverains. En effet, un phénomène d'hagiographie débuta du vivant même d'Isabelle et de Ferdinand, avec la rédaction de la *Crónica de los Reyes Católicos don Fernando y doña Isabel* par Fernando del Pulgar (1436 ?-1493 ?), où l'auteur fait constamment l'apologie des souverains espagnols. D'autres biographes écrivirent à leur tour de véritables panégyriques, favorisant ainsi une propagande intense qui ne manqua pas de glorifier les Rois Catholiques et leurs actions. Pour mieux mettre en relief les mérites d'Isabelle et de Ferdinand, ces chroniqueurs n'hésitèrent pas à assombrir

volontairement et de façon très exagérée les règnes précédents. Durant des siècles, les Rois Catholiques furent considérés comme les premiers souverains espagnols ayant été capables d'avoir rétabli l'ordre dans leur royaume. Divers travaux d'érudition permettent aujourd'hui de nuancer cette renommée. Certes, Isabelle et Ferdinand furent de grands monarques qui, par leur union, avaient permis à l'Espagne moderne de voir le jour. Mais il est certain que leur action, si souvent vantée, fut grandement facilitée par des circonstances exceptionnelles dont ils surent tirer parti avec habileté : une population en pleine croissance, une économie stable rendue de plus en plus prospère avec la découverte du Nouveau Monde et l'arrivée de ses richesses, une explosion culturelle et intellectuelle aux conséquences majeures pour le pays⁷.

Si le bilan du règne des Rois Catholiques est aujourd'hui quelque peu nuancé par les spécialistes, il n'en reste pas moins que le mérite de ces deux souverains est grand. À la fin du XV^e siècle, grâce à eux, l'Espagne s'était engagée peu à peu dans la voie de son unification. Certes, des différences régionales difficiles à gommer subsistaient encore, mais l'exaltation de ces monarques contribua à faire naître un sentiment « hispanique ». Isabelle et Ferdinand avaient su réorganiser très profondément le royaume que leur union avait créé : ils avaient donné au pays un gouvernement ferme et libéré des influences que la haute noblesse, le clergé et les Cortès exerçaient jusqu'alors sur lui. Ils avaient créé une armée moderne et performante. De plus, un personnel administratif efficace et compétent avait été mis en place. En outre, les Rois Catholiques avaient reconstitué des finances relativement saines et étaient parvenus à rendre leur pays plus sûr, grâce à l'instauration de la Santa Hermandad. Enfin, ils avaient tenté d'unifier religieusement leur royaume et, en même temps, avaient favorisé son ouverture en laissant de nouveaux courants de pensée s'y développer. C'est cette Espagne que les Rois Catholiques allaient léguer à leur petit-fils Charles, dans des circonstances qu'il convient maintenant d'exposer.

⁷ On consultera plus particulièrement les ouvrages suivants : Tarsicio de Azcona, *Isabel la Católica. Estudio crítico de su vida y reinado*, Madrid, Biblioteca de Autores Cristianos, 1964 (il existe une édition revue et augmentée, publiée en 1993) ; Joseph Pérez, *L'Espagne des Rois Catholiques*, Paris, Bordas, coll. « Études », série rouge, n° 200, 1971 ; Joseph Pérez, *Isabelle et Ferdinand, Rois Catholiques d'Espagne*, *op. cit.* ; John Edwards, *Isabel de Castilla y Fernando de Aragón, constructores de un régimen*, Madrid, Editorial Biblioteca Nueva, 2007.